

Vu la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, en partie codifiée dans le code de l'énergie,

Vu le code de l'énergie,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les conventions de concession signées entre les Syndicats d'Energie, ENEDIS et EDF, et les engagements du concessionnaire ENEDIS en matière d'investissements,

Vu le rapport de la Cour des Comptes sur le financement du coût des réseaux publics d'électricité par les usagers le TURPE de février 2025 recommandant :

- d'ajuster la distribution de dividendes d'ENEDIS pour tenir compte de la trajectoire des investissements à financer ;
- de renforcer la régulation incitative appliquée à Enedis sur les durées moyennes de coupure d'alimentation en sécurisant le niveau moyen de qualité atteint en 2022 ;
- de revoir le mode de calcul de la rémunération du capital d'Enedis pour éviter toute rémunération au titre des actifs remis gratuitement et non encore renouvelés et pour neutraliser plus complètement l'effet des préfinancements représentés par les « droits des concédants sur les biens à renouveler » ;
- revoir à la baisse le niveau des paramètres constitutifs de la rémunération des fonds propres d'Enedis afin de mieux refléter le faible niveau de risque qu'ils supportent.

Vu la délibération de la Commission de Régulation de l'Energie du 13 mars 2025 portant décision sur le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE 7 HTA-BT) et son volet régulation incitative qui comprend plusieurs dizaines de critères avec en particulier la continuité d'alimentation (objectif de 61.61 minutes en 2025) et les délais de raccordement (trajectoires de baisse réajustées),

Vu les comptes-rendus des conférences départementales annuelles, instituées par l'article 21 de la loi du 7 décembre 2010 portant sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité, dite loi NOME, pour coordonner et optimiser les investissements envisagés sur le réseau public de distribution d'électricité des autorités organisatrices de la distribution d'électricité (AODE) et de leur gestionnaire de réseau,

Vu la volonté des présidents respectifs des SDE de Bourgogne Franche-Comté d'adopter une position commune sur la gestion des concessions départementales confiées à ENEDIS et les mauvais résultats atteints en matière de qualité tels que présentés dans les comptes rendus annuel d'activités 2024 d'Enedis.

Le Comité, pour les comptes rendus d'activités 2023 et 2024 :

CONSTATE

- Le manque d'informations de détail concernant la comptabilité d'ENEDIS,
- Une dégradation des indicateurs de qualité de fourniture avec en particulier un critère B bien au-delà de la moyenne nationale (73.50 minutes) et de la trajectoire de la régulation incitative de la CRE (62.00 minutes) ;
- Une dégradation des délais de raccordement ;
- Un vieillissement général de nombreuses catégories d'ouvrages, au premier rang desquels le réseau HTA aérien, contre lequel les actions envisagées par le concessionnaire ne sont pas suffisantes ;
- La trajectoire d'investissement d'ENEDIS dans le cadre des Schémas Directeurs des Investissements (SDI), traduite dans les Plans Pluriannuels (PPI) se révèle insuffisante ;
- Des propositions de partenariat avec les collectivités proposant des accompagnements dans divers domaines de l'énergie sans concertation avec les Syndicats d'énergie, alors que par ailleurs le concessionnaire ne souhaite pas présenter au SICECO, Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité, le diagnostic technique de la concession pour préciser les investissements à planifier sur la période du prochain contrat de concession.

CONTESTE

- Les éléments explicatifs fournis par ENEDIS pour justifier les éléments comptables donnés dans le compte-rendu annuel, et plus particulièrement les modes de constitutions des provisions pour renouvellement et les affectations des origines de financement lors de la construction des ouvrages,
- Les éléments techniques utilisés pour évaluer la qualité de fourniture de l'électricité sur le territoire de la concession,
- La stratégie d'investissement d'ENEDIS à la fois sur les réseaux BT et HTA, en particulier les actions de prolongation de la durée de vie des ouvrages (rénovation programmée) avec des perspectives d'éradication des catégories d'ouvrages les plus sensibles (câbles CPI souterrain, HTA fils nus de faible section) très lointaines.

DEMANDE

- Plus de transparence sur les pratiques comptables et la présentation des comptes par ENEDIS, en particulier au sein du compte-rendu annuel d'activités qui doit être un outil d'information précis et sincère à destination de l'autorité organisatrice,
- La transmission des données techniques exhaustives utilisées pour l'évaluation de la charge des réseaux, de la qualité de fourniture et de la qualité de service aux usagers,
- Qu'ENEDIS s'astreigne à produire annuellement à l'autorité concédante un rapport détaillé et circonstancié sur la constitution, l'évolution et l'utilisation des provisions pour renouvellement relatives aux ouvrages de la concession du Syndicat.

